

# L'UE est morte, mais elle ne le sait pas encore.

dimanche 4 avril 2021, par [Denis COLLIN](#)

L'UE est morte, mais elle ne le sait pas encore.

La pandémie a fait une victime de taille : l'UE. Sous la pression des circonstances, tout l'édifice plus digne de la « Demeure du chaos » de Saint Romain que l'art des bâtisseurs de cathédrales, s'est fissuré en de multiples lignes et n'attend plus que la secousse minime qui le mettra à bas. Quelques exemples suffisent.

Face la pandémie, on allait voir ce qu'on allait voir. Sous la houlette de Mme Ursula von der Leyen, l'UE devait assurer l'achat des vaccins, leur répartition et la coordination de l'action dans tous les pays. Le résultat est probant : les contrats avec les producteurs de vaccins ont été rédigés par des amateurs et sans le moindre risque de sanction les industriels de « big pharma » augmentent leurs tarifs et limitent les livraisons. Le seul pays de l'UE qui s'en sort à peu près bien est... le Royaume-Uni qui, justement, s'en sort parce qu'il s'est sorti de l'UE et que son gouvernement a relevé les manches et sorti les milliards de livres sterling quand il l'a fallu.

Puissance économique de premier plan, sur le papier, l'UE est révélée n'être qu'un « tigre en papier » comme on disait dans la Chine maoïste. Des 27 pays qui composent l'UE, aucun n'a été capable de produire un vaccin. Certes le vaccin Pfizer est inventé par un laboratoire allemand, mais, signe des temps, c'est un industriel américain qui le produit. On connaissait depuis longtemps le même phénomène en informatique : une « startup » européenne développe un produit (en général avec l'aide de l'État) puis, si ça marche, elle est rachetée par l'un des membres de la bande des quatre qui sont cinq (GAFAM). Tout cela est révélateur du déclin profond et peut-être irréversible de la vieille Europe, qui pourra, si la pandémie s'arrête un jour, se recycler en parc à thèmes pour riches touristes chinois. Au sein de l'UE, les pays fondateurs sont particulièrement touchés : la France d'abord qui a connu une débâcle sanitaire que le commentateur Jacques Julliard, d'ordinaire très modéré, compare à la débâcle militaire de 1940. Rien de moins ! Sous la férule de l'agent de Goldman-Sachs, Mario Draghi, l'Italie est sur les genoux. Mais l'Allemagne ne va pas beaucoup mieux.

Du coup l'UE, qui devait être un espace unifié, permettant aux hommes et aux capitaux de circuler librement, retrouve les vertus des frontières nationales. Test PCR partout, quarantaines, contrôles, interdictions... On a même redécouvert qu'il y avait une frontière entre la France et la Principauté de Monaco, microroyaume d'opérette, spécialisé dans les scénarios pour gazettes à scandale et dans le recyclage du fric des mafias russes. Du point de vue de tous les gouvernements européens — et du point de vue sanitaire aussi — ces histoires de frontières sont dépourvues de sens. Un Français peut se déplacer de Menton à Beausoleil (moins de 10 km), mais il ne peut se rendre à Vintimille qui n'est pas plus éloignée. Le virus ne circulerait donc pas entre Menton et Beausoleil alors que le passage de la frontière le rendrait virulent ? Cette absurdité n'a qu'un sens : quand tout va mal, il ne reste que l'État-nation et ses frontières. La multiplication des restrictions au déplacement des citoyens de l'UE est la signature que plus aucun gouvernement ne « croit » à l'UE.

Ne parlons pas du « plan de relance », décidé voilà plusieurs mois, approuvé le 21 février 2021, et dont pas un seul euro n'a été dépensé. Si : le plan « facilité reprise et résilience » (FRR) prévoyait 750 milliards d'euros et après le vote on s'aperçoit qu'il est retombé à 672,5 milliards. Pendant ce temps, les États-Unis, moins peuplés que l'UE, ont voté et commencé de mettre en œuvre un plan de relance de 1700 milliards de dollars ! Le plan américain sera financé par la planche à billets, c'est-à-dire la puissance américaine, appuyée sur sa puissance militaire qui va se développer grâce à des investissements massifs. Le plan européen FRR sera financé... en taillant dans les retraites et les droits sociaux des citoyens des 27 pays.

Caton terminait ses discours par « Carthago delenda est ». « UE delenda est », l'UE doit être détruite, il n'y a pas d'alternative.

Le 4 avril 2021